



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les jeunes ruraux entre ville et campagne

Yves LAMBERT

Yves LAMBERT*

**Young country people
between town and
country**

Summary – According to a survey conducted on 2 400 young country people aged between 19 and 25 years, in six different regions, 54 % wish to remain in a rural environment, only 36 % of these being still second or third level students as against 62 % who have finished their education, the latter group being generally older, already filtered by emigration. However, this exodus is counter-balanced by an important inverse flux, since a quarter of the young people surveyed had grown up in the town. The attraction toward ownership of one's own house is another factor which will undoubtedly slow down this emigration.

All in all, what is taking place is a movement towards concentration of the population in fairly large communes situated fairly close to urban centres, these being perceived as the most "attractive", whilst the country area, on the other hand, is perceived rather as being "dead" and "lost".

It would appear that the slogan of the young people surveyed is not "live and work in the country" but rather "in the region": 67 % would see their own region as the geographical area in which they would like to live. And even if it means going far away, the tendency now is to think of Europe in preference to the Parisian region. The strength of regional identity plays a much more important part than one might have expected in influencing where the subjects would wish to live and work. Certain areas like the Languedoc, Mosheim or Redon are clearly more attractive than others, the Limousin area suffering because of employment problems and the Dreux area being the least attractive notably because of its dispersion into small widely scattered communes.

The tendencies to leave the rural environment, to move closer to the town or to depart to another region all follow the same logic which the link with the regional language synthesises very well: these tendencies are greater the less one has lived in a rural environment (or in the region), the weaker one's local family roots, or the higher one's academic or social standing, the three factors frequently going hand in hand by without being narrowly determined.

Several conclusions can be drawn from this survey as far as the politics of development are concerned. First of all, it must be pointed out that the country youth do not define themselves in terms of rural-urban opposition: the label is of little importance to them. What counts is the realisation of their desired lifestyle. Equally, their attachment to the locality or to the region is far from unconditional. Independent of the employment problem, their desire to live in their region and in the rural environment is all the greater where regional identity is strongest and where the rural communes are larger and less isolated. This means most notably that, as France has the smallest communes in Europe, the formation of communities of communes, especially in the most fragile zones should be speeded up.

Key-words:

country youth, country area, country life, survey, regional identity, regional tongue.

**Les jeunes ruraux
entre ville et
campagne**

Mots-clés:

jeunes ruraux, milieu rural, enquête, identité régionale.

Résumé – Selon une enquête effectuée auprès de 2 400 jeunes ruraux (au sens INSEE) de 19 ans et de 25 ans dans six régions différentes, on constate que 54 % d'entre eux souhaitent rester en milieu rural, seulement 36 % de ceux qui sont encore lycéens ou étudiants; 67 % pensent rester dans leur région. Les tendances à quitter le milieu rural ou à partir dans une autre région obéissent à la même logique: elles sont d'autant plus fortes que les racines locales sont moins grandes et que le niveau scolaire ou social est plus élevé. Cependant, cet exode est contrebalancé par un important flux inverse, puisqu'un quart des jeunes de l'enquête ont surtout grandi en ville, et il sera sans doute freiné par l'attachement à la maison individuelle. Les préférences vont vers les communes assez grandes et assez proches de la ville (on tient à un minimum de loisirs, de commerces et de services), et la force de l'identité régionale joue un rôle beaucoup plus important que prévu.

* IRESCO, groupe de sociologie des religions, 59/61, rue Pouchet, 75017 Paris.

Le recensement de 1982 avait créé une surprise en montrant que, depuis 1975, la population rurale avait progressé plus vite que la population urbaine (de 6,2 % contre 2,2 %). Certes, près des trois-quarts (73 %) de cet accroissement de la population rurale se réalisaient dans les "zones de peuplement industriel et urbain" (ZPIU), c'est-à-dire dans les zones péri-urbaines, mais le rural hors ZPIU avait lui-même globalement progressé (2 %), même si le rural le plus "profond" continuait de se dépeupler. L'inversion de la tendance séculaire au déclin de la population rurale gagnait donc la France, après être apparue aux Etats-Unis dès la fin des années soixante puis dans plusieurs pays européens, un phénomène qualifié de "rurbanisation" ou de "renaissance rurale" (Kayser, 1989). Le recensement de 1990 a confirmé cette tendance tout en la tempérant. Cette enquête permet de savoir si les jeunes ruraux souhaitent rester en milieu rural ou non, quel type de commune rurale aurait leur faveur, s'ils veulent "vivre et travailler au pays" ou plus largement dans leur région, ou non, en mettant ces intentions en relation, d'une part, avec leurs racines locales et régionales, d'autre part, avec leurs trajectoires scolaires et professionnelles.

On le devine, ces questions sont importantes pour l'avenir de la société rurale. Traditionnellement, les jeunes ont été les agents de l'exode rural, les diplômés en ont constitué les passeports, les filles ont été le moteur d'un exode agricole qui se doublait souvent d'un exode rural. Beaucoup de petites communes, surtout dans ce qu'on appelle le rural "profond", sont confrontées à la spirale des fermetures (école, commerces, cafés, presbytère), ce qui rend encore plus difficile le maintien des jeunes et précipite le déclin. Problème d'autant plus redoutable que la France possède les communes les plus petites d'Europe, comme on sait. Les résultats de l'enquête éclairent les processus en cours et peuvent contribuer à inspirer les politiques d'aménagement et de développement⁽¹⁾. Néanmoins, nous ne voulons pas présupposer que l'exode rural soit a priori un "mal", pensant qu'il convient d'abord d'identifier la logique des préférences et de respecter le droit des jeunes ruraux à vivre là où ils le désirent. Quitte à examiner ensuite quels problèmes peuvent en résulter en particulier en ce qui concerne le rural profond dont le dépeuplement s'accroîtrait. Bref, il s'agit de porter un regard aussi objectif que possible sur ces questions qui ont été trop souvent obscurcies par le mépris du rural ou, à l'inverse, par sa valorisation inconditionnelle. Après avoir indiqué la problématique et la méthodologie de cette recherche, nous précisons quelles sont les caractéristiques essentielles de l'insertion professionnelle des jeunes ruraux de façon à mieux comprendre leurs comportements de mobilité. Puis nous analyserons leurs attitudes face à leur localité et à leur région, face à la vie rurale ou urbaine, pour débou-

⁽¹⁾ Cf. en particulier : Houée, 1989.

cher finalement sur une synthèse de tous ces éléments et sur les conclusions que l'on peut en tirer en terme d'aménagement.

Les compromis entre représentativité statistique et prise en compte du contexte local

Cette recherche conduite avec Olivier Galland (de l'Observatoire sociologique de changement, CNRS) repose sur une enquête par questionnaire réalisée auprès de 2 400 jeunes ruraux (pendant l'hiver 1987-88) et complétée par 72 entretiens semi-directifs (en 1990) (Galland, Lambert, 1990a et 1990b; Lambert, 1991a et 1991b et Galland, 1991)⁽²⁾. Elle a été financée par l'INRA, le CNRS (PIRTTEM), le ministère de la Recherche et de la Technologie et le ministère des Affaires Sociales.

Pourquoi cette recherche? D'abord parce qu'on ne disposait d'aucune enquête nationale sur les jeunes ruraux et qu'on ne savait donc pas en quoi ils se différenciaient, ou non, des autres jeunes; ensuite parce qu'aucune des recherches effectuées sur les jeunes n'appréhendait l'entrée dans la vie adulte dans toutes ses dimensions à la fois, c'est-à-dire, pas seulement la formation et l'insertion professionnelle, mais aussi les relations avec les parents, l'insertion locale, le rapport à la ruralité, l'habitat, les loisirs, la sociabilité, la vie de couple, les attitudes sociales, religieuses, civiques et politiques. Précédée de deux pré-enquêtes (auprès de 32, puis 77 jeunes) et d'entretiens de mise au point du questionnaire, l'enquête quantitative par questionnaire a comporté elle-même plusieurs questions ouvertes; elle a précédé l'enquête qualitative (les 72 entretiens) dont le but a été d'approfondir les analyses en partant précisément de résultats de l'enquête statistique.

Nous entendons par jeunesse cette étape du cycle de vie qui va de la sortie de l'adolescence à l'accès progressif à l'autonomie dans les domaines sentimental, civique (majorité civile), résidentiel (habitat indépendant), économique (ressources propres) et familial (formation d'un couple ou célibat en indépendance par rapport aux parents). Pour neutraliser les effets d'âge à cette période de la vie où les situations changent très vite, nous avons décidé de ne retenir que les jeunes de 19 ans et de 25 ans (en année révolue), sachant bien sûr que tous n'en sont pas au même stade. Le questionnaire de l'enquête n'a pas cherché à reconstituer toute leur trajectoire mais simplement ses moments les plus significatifs: fin de scolarité, premier emploi et emploi actuel, stages et périodes de chômage, départ de chez les parents, installation en couple.

Quant à la définition du rural, on sait qu'elle n'est pas unique. Celle de l'INSEE présente l'avantage d'être opératoire mais l'inconvénient d'introduire une rupture dans ce qui est en réalité un *continuum*: sont

⁽²⁾ Un livre doit paraître fin 1993 (L'Harmattan).

dites rurales les communes dont la population agglomérée au chef-lieu compte moins de 2000 habitants et qui n'appartiennent pas à une agglomération urbaine. Nous n'ajouterons pas de nouvelle définition à toutes celles qui ont déjà été proposées : la frontière entre le rural et l'urbain est nécessairement artificielle et le plus important est de saisir le système de transformations qui s'observe à travers le passage des communes les plus rurales aux communes les moins rurales (grandes et proches d'une ville)⁽³⁾. Nous nous en sommes donc tenus à la définition INSEE tout en conservant deux communes urbaines qui élargissaient ce *continuum* : Rochechouart (plus de 3000 habitants agglomérés), un chef-lieu de canton de la Haute-Vienne, et Clapiers, près de Montpellier, commune dont la population a fortement augmenté depuis 1982. Ce choix permettait également de faciliter les comparaisons statistiques et la réalisation de l'enquête qui, on va le voir, supposait d'interroger tous les jeunes de 19 ans et de 25 ans de chaque commune retenue. La seconde pré-enquête avait précisément été effectuée dans une commune de plus de 5000 habitants où il fut impossible de dresser une liste complète des jeunes alors que le recensement de 1982 était déjà trop ancien pour être éventuellement utilisable comme base.

Compte tenu de ces objectifs, la principale difficulté méthodologique a été de concilier les exigences de la représentativité statistique et celles de l'approche localisée. Une enquête nationale par quotas permet d'atteindre une excellente représentativité mais au détriment d'une bonne saisie des effets de localité ; à l'inverse, un choix de zones géographiques n'assure plus a priori d'obtenir une population agrégée présentant des caractéristiques d'âge, de sexe, de formation et de situation professionnelle représentatives de l'ensemble des jeunes ruraux. Nous avons finalement opté pour la seconde solution car la prise en compte du contexte local nous a paru prioritaire, tant ce dernier peut déterminer la nature de l'offre scolaire, du marché de l'emploi, du type de tissu rural-urbain, de la tonalité démographique et du profil idéologique. Ce choix nous permettait en outre de conserver un gros échantillon grâce à la mise sur pieds d'équipes locales d'enquêteurs, ce qui était beaucoup moins coûteux que le recours à un institut de sondage.

La zone d'emploi nous étant apparue comme l'unité géographique la plus pertinente relativement à notre objet, nous avons choisi dix zones d'emploi, réparties entre six régions et sélectionnées selon trois types de critères : démographiques (croissance, stagnation, régression), économiques (emploi, répartition entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, type d'agriculture) et idéologiques (religion, politique) (250 jeunes par zone ont été interrogés, 200 dans le Limousin). À l'intérieur de chaque zone, nous avons visé une bonne représentativité statistique en choisissant un échantillon de communes en ZPIU (zone de peuplement

⁽³⁾ Sur cette question, voir Bodiguel, 1986.

industriel et urbain) et hors ZPIU, dans lesquelles ont été interviewés tous les jeunes nés en 1968 et en 1962, qu'ils soient nés dans la commune ou non, y compris les étudiants et les militaires du contingent mais à l'exclusion des jeunes actifs partis ailleurs (les listes ont été dressées à partir des listes électorales, des fichiers communaux et de l'interconnaissance). C'est ce qui a permis d'obtenir en fin de compte une population très proche de l'échantillon de l'enquête Emploi de l'INSEE. Il s'agit donc d'un échantillon "raisonné" à trois niveaux : la région, la zone d'emploi et la commune, avec exhaustivité à l'échelon de la commune (sauf à Rochechouart et à Clapiers). Cette méthodologie a été reprise par Cécile Dessendre (INRA ESR de Dijon) pour son étude économique des stratégies de mobilité des jeunes ruraux (elle a inclus tous les jeunes originaires de la commune et partis en ville). Les enquêtes ont été remplies en face-à-face au domicile des jeunes, les refus ont été très rares mais les indisponibilités ont porté à 5-15 % le taux de non-couverture selon les communes.

Nous avons retenu les zones d'emploi de Redon (Bretagne et Pays de Loire), de Lannion (Bretagne), d'Yvetot (Haute-Normandie), de Dreux (Centre), de Molsheim et de Neuf-Brisach (Alsace), de Rochechouart et de Brive (Limousin), de Béziers et de Montpellier-Nord (Languedoc-Roussillon). Voici une brève description de ces zones (ces caractéristiques concernent l'ensemble de la zone, pas seulement sa partie rurale), avec l'évolution démographique de 1975 à 1982 :

- Redon : solde migratoire redevenu positif, zone la plus agricole (27 % d'actifs agricoles en 1982, dominante laitière), fermetures d'usines mal compensées par l'implantation de petites entreprises, communes assez grandes, plutôt catholiques, et à droite.

- Lannion : solde migratoire en dégradation, activités industrielles et tertiaires de décentralisation (électronique, télécommunications) en crise depuis les années 80, communes petites, zone bretonnante, plutôt laïque et à gauche.

- Molsheim : forte croissance démographique et de l'emploi, 50 % de secondaire (textile, automobile) et 42 % de tertiaire, polyculture intensive et viticulture (8 %), proximité de Strasbourg, habitat groupé, identité régionale forte, assez pratiquant et à droite.

- Neuf-Brisach : croissance la plus forte, taux de moins de 25 ans le plus élevé (44 %), dominante industrielle (62 %) (industries rhénanes), moyennes et grandes exploitations (plaine alsacienne), communes rurales bien équipées, moins pratiquant, à droite.

- Montpellier-Nord : croissance démographique plus forte que la croissance de l'emploi, plus fort taux de tertiaire (71 %), habitat groupé, transformation des communes rurales en communes-dortoirs, identité diluée ou d'emprunt, plutôt non pratiquant et à gauche.

– Béziers: solde naturel négatif, emploi en déplacement vers la côte, dominante tertiaire fragile (58 %, emplois saisonniers), viticulture en crise/développement touristique de la côte, habitat groupé, identité languedocienne, non pratiquant et nettement à gauche.

– Rochechouart: déclin démographique, plus faible taux de moins de 25 ans (29 %), dominante secondaire (49 %) avec industries en régression (cuir, papier, bois), élevage (19 %), pas d'identité régionale, peu pratiquant, plutôt à gauche.

– Brive: légère croissance démographique et de l'emploi malgré un solde naturel négatif, 32 % de moins de 25 ans, dominante tertiaire (51 %), agriculture fragile (16 %), communes dispersées (collines, petite montagne), peu pratiquant et plutôt à droite.

– Yvetot: légère croissance, dominante industrielle, agriculture de lait et d'élevage, petites communes, identité non marquée quoiqu'appartenance à la Normandie, peu pratiquant, légèrement à gauche.

– Dreux: croissance démographique soutenue surtout par les migrations (proximité région parisienne), équilibre industrie-tertiaire (46 % chacun), grandes cultures, petites communes assez dispersées, pas d'identité régionale, non pratiquant et à droite.

Nous n'avons pas tenu compte de la force de l'identité régionale dans le choix des régions (à moins qu'elle ait joué inconsciemment) parce que nous pensions qu'elle jouait un rôle secondaire et que les jeunes s'intéressaient peu au régionalisme – d'ailleurs lui-même peu actif sauf en Corse. Je l'ai rajoutée ci-dessus car cette identité s'est avérée beaucoup plus importante que nous ne pouvions l'imaginer, comme nous allons le voir à travers la comparaison entre les zones à identité régionale marquée (Bretagne, Alsace, Béziers) et les autres.

Quatre modèles dominants d'insertion professionnelle

En terme d'origine sociale, les jeunes ruraux se distinguent surtout de l'ensemble des jeunes par une sur-représentation des enfants d'agriculteurs, bien sûr (22 % d'enfants d'agriculteurs contre 9 % parmi l'ensemble des jeunes selon l'enquête Emploi de 1987), au détriment des professions intermédiaires et supérieures (17 % contre 26 %), et des employés (8 % contre 13 %), la proportion de parents ouvriers étant la même (42 %) de même que celle des parents artisans-commerçants-industriels (10 %). Dans notre enquête, nous avons 22 % d'enfants d'agriculteurs, 17 % issus des professions intermédiaires et supérieures, 11 % d'enfants d'employés, 38 % d'enfants d'ouvriers et 12 % d'enfants de patrons, ce qui est donc très proche. Ces différences d'origine sociale entre les jeunes ruraux et l'ensemble des jeunes expliquent l'essentiel des différences de formation et de profession car, à milieu social identique, les

écarts sont très faibles. La sur-représentation des agriculteurs, dont les chances scolaires s'apparentent majoritairement à celles des classes populaires (sauf à partir d'une certaine taille d'exploitation), comme l'avaient déjà montré Guenaël Jégouzo et Jean-Louis Brangeon en 1976, et la sous-représentation des professions intermédiaires et supérieures rend compte du fait que les jeunes ruraux sont plus nombreux à stopper leurs études à l'âge de 19 ans (44 % contre 40 % de l'ensemble des jeunes selon l'enquête Emploi) et surtout à poursuivre des études courtes (46 % contre 37 %). À noter qu'ils sont aussi plus nombreux à utiliser l'apprentissage. Au bout du compte, les emplois occupés par les jeunes ruraux font ressortir une chute importante de la profession agricole (à 12 %), une même sous-représentation des professions intermédiaires et supérieures ou des employés mais, cette fois, une sur-représentation des ouvriers (près de la moitié des jeunes ruraux de 25 ans).

Ces caractéristiques contribueront à expliquer les mobilités et les immobilités des jeunes ruraux, sachant que le milieu rural est lui-même plus pauvre en emplois de type professions intermédiaires et supérieures ou employés, avec toutes les conséquences qui peuvent en résulter pour les plus diplômés ainsi que pour les filles. Globalement, l'insertion professionnelle des jeunes ruraux est un peu plus difficile que celle des jeunes urbains pour cette raison (taux de chômage un peu plus élevé surtout chez les filles). En fait, l'analyse factorielle des correspondances met en évidence quatre types dominants d'insertion, agriculteurs mis à part.

Le premier facteur concerne essentiellement les ouvriers et les personnels de service. Il oppose, à un pôle, l'insertion réussie des ouvriers qualifiés titulaires de CAP et de BEP industriels, plutôt satisfaits de leur emploi qu'ils envisagent de conserver le plus longtemps possible, et à l'autre pôle, la précarité des ouvriers non qualifiés et personnels de services, aux bas salaires ou chômeurs, plutôt mécontents de leur emploi et de leur orientation scolaire, espérant devenir ouvriers qualifiés ou employés. Le second facteur oppose, d'une part, les employés, dont le statut est souvent moins stable que celui des ouvriers qualifiés mais qui aspirent plutôt à consolider cet emploi, et les professions intermédiaires ou supérieures, qui sont les plus mobiles, valorisant d'abord le revenu et la recherche du meilleur emploi; un groupe de jeunes d'un niveau baccalauréat (mais sans le diplôme) ou DEUG s'apparente à ce dernier groupe mais avec une situation nettement moins bonne et une grande insatisfaction.

Chaque zone d'emploi est complexe mais la zone d'emploi la plus proche du type "insertion ouvrière réussie" est Molsheim, Neuf-Brisach en est assez proche aussi. Rochechouart illustre plutôt le type "insertion ouvrière précaire", et la zone d'Yvetot est à cheval sur ces deux types. Montpellier-Nord correspond essentiellement au type "professions intermédiaires et supérieures". Aucune zone, en revanche, ne colle spécifiquement au type "employés", sinon celles de Dreux et de Béziers. La zone de Brive est la moins typée, celles de Redon et de Lannion sont les plus agricoles.

Un attachement conditionnel à la localité et à la région

Nous n'avons pas posé de question directe sur le sentiment d'appartenance à tel ou tel ensemble géographique mais l'enquête sur les valeurs des Européens, réalisée en 1981 puis en 1990, l'a posée de cette manière: "Parmi les unités géographiques suivantes, à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout: la ville, la localité, le canton où vous habitez; la région, la province, le département; le pays tout entier (la France, ici); l'Europe; le monde entier?" (en premier rang, en deuxième rang). Selon l'enquête réalisée en 1990, parmi les jeunes Français, les jeunes ruraux se sentent nettement plus appartenir à leur localité (54 %) que les citadins, surtout ceux des grandes villes (25 %), comme, du reste, dans les autres pays européens (j'ai retenu les "18-29 ans" pour avoir un échantillon suffisant). En second rang, les jeunes ruraux choisissent plus souvent la région que les autres (30 % contre 18 %). Les citadins se sentent d'autant plus européens ou planétaires que la taille de la ville est plus grande. L'analyse des réponses selon le niveau de formation ou la profession montre que, comme on pouvait s'y attendre, le sentiment d'appartenance est d'autant plus large que l'instruction et la profession sont plus élevées, sachant que, à niveau identique, les ruraux sont malgré tout un peu plus attachés à leur localité. Mais, on va le voir, il y a loin du sentiment d'appartenance à la volonté de résidence, ce qui inquiétera ceux qui souhaiteraient voir les jeunes ruraux rester sur place et rassurera ceux qui craindraient qu'ils ne soient rivés à leur clocher.

Les jeunes ruraux veulent-ils "vivre et travailler au pays", selon un slogan connu? Au fait, qu'est-ce que le "pays"? Il est vite apparu que le "pays" pouvait désigner des choses très différentes, depuis la commune jusqu'à la petite région quand un label touristique ou une ville-centre lui donnent de la consistance, comme dans le cas du "pays de Redon". Nous n'avons donc pas pu retenir cette notion chère à certains ruralistes. De son côté, la zone d'emploi n'est généralement pas connue en tant que telle mais, avec son pôle urbain, elle correspond assez bien à l'aire géographique élémentaire, après la localité, et elle correspond à peu près aux "pays" des agents de développement. En fin de compte, ce sont les unités administratives officielles (canton, département, région) qui sont les plus connues mais les espaces de référence réels ne se laissent pas enfermer dans leurs frontières. A cet égard, les frontières départementales sont les moins significatives (la zone d'emploi de Redon est même partagée entre trois départements: l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan et la Loire-Atlantique, et deux régions: la Bretagne et les Pays de Loire).

Nous avons finalement posé les questions suivantes (les résultats globaux figurent entre parenthèses; l'"endroit où vous habitez" désigne le lieu de résidence des parents dans le cas des internes, des étudiants et des militaires):

1) A propos de l'endroit où vous habitez, parmi les phrases suivantes, laquelle correspond le mieux à ce que vous ressentez ?

- *Je suis bien ici, je ne me verrais pas vivre ailleurs* (23 %)
- *Vivre ici ou ailleurs, ce qui compte le plus, c'est d'être bien installé* (54 %)
- *Si je pouvais, j'irais vivre ailleurs* (23 %)

2) (sauf à ceux qui sont "bien ici") si vous allez vivre ailleurs, où irez-vous ?

- *dans le même département* (27 %)
- *dans la même région* (29 %)
- *dans une autre région* (41 %)
- *ne sait pas* (3 %).

En combinant les deux groupes de réponse, cela fait finalement 23 % de jeunes qui ne se verraient pas "vivre ailleurs", 21 % qui resteraient dans leur département, 23 % qui resteraient seulement dans leur région et 33 % qui partiraient ailleurs. Il est vrai que l'"endroit où vous habitez" est quelque chose de plus restrictif que "la ville, la localité, le canton" et que ces pourcentages sont à considérer comme des ordres de grandeur étant donné le flou des frontières ou la difficulté des jeunes de 19 ans à savoir ce qu'ils feront plus tard. Cela montre tout de même que l'attachement local est tout à fait conditionnel cependant qu'au total les deux-tiers des jeunes pensent rester dans leur région, ce qui, du coup, correspond au taux de l'enquête européenne. Rappelons que ces chiffres n'incluent pas les jeunes ruraux déjà partis travailler en ville (soit probablement un tiers des jeunes de 25 ans environ).

L'aire de résidence envisagée est *grosso modo* d'autant plus large que les racines locales sont plus faibles et que l'origine sociale, la profession actuelle, la profession anticipée (dans dix ans) et le niveau de formation sont plus élevés – tout cela va pour partie de pair. Mais les écarts entre les extrêmes sont faibles, en général de 10 à 15 points de pourcentage à chaque fois, sauf dans le cas des agriculteurs. Toutes choses égales par ailleurs, le fait d'avoir des racines dans la localité ou dans la région augmente toujours l'attachement, avec un écart de 15 points environ entre ceux dont au moins un parent et un grand-parent sont de la localité ou de la région, et ceux qui n'ont aucune attache familiale. Les "19 ans" se voient moins que les "25 ans" habiter dans l'endroit où il sont (18 % contre 31 %) ou même dans la région (63 % contre 74 %), tout simplement parce qu'ils n'ont pas encore été filtrés par l'exode, à l'inverse des jeunes de 25 ans que nous avons touchés. Par contre, on n'observe pas ici de différence selon le sexe. En ce qui concerne les "je ne me verrais pas vivre ailleurs" (que dans l'endroit actuel), autour d'une moyenne de 23 %, l'écart socio-professionnel maximal est entre ceux qui s'imaginent cadres (16 %) et ceux qui se voient ouvriers non qualifiés (33 %) ou agriculteurs (37 %). Même chose au niveau de la région, où, autour d'une moyenne de 67 %, pensent rester 60 % des cadres en puissance contre 74 % des ouvriers non qualifiés et 78 % des agriculteurs. Les différences

liées aux niveaux de formation sont encore plus faibles, qu'il s'agisse de la formation en cours ou des études terminées, sauf dans le cas des lycéens des baccalauréats A, B ou G, qui sont ceux qui comptent le moins résider localement (10 %) ou dans leur région (43 %) : ils illustrent tout à fait le sous-modèle des bacheliers en difficulté d'insertion (*cf. supra*), saisis d'une sorte de fuite en avant devant le fossé qui sépare la faiblesse de leur capital scolaire et leur aspiration à rejoindre les classes moyennes.

Cependant, à la lecture du tableau 1, on peut se demander si les contraintes de l'emploi ne vont pas creuser les écarts. Selon le RGP de 1982, parmi les jeunes ruraux de 20-24 ans en emploi, habitaient dans leur département de naissance : 85 % des agriculteurs, 75 % des ouvriers, 66 % des employés et seulement 34 % des cadres (la question n'était pas posée par rapport à la région).

Dans notre enquête, nous avons demandé aux lycéens et étudiants dans quelle aire géographique ils préféreraient travailler et où ils pensaient avoir le plus de chances de trouver un emploi ; les stagiaires et les chômeurs avaient également à préciser où ils préféreraient travailler et où ils cherchaient du travail (tableau 1). Il apparaît que ceux qui projettent des études supérieures longues (plus de deux ans) sont seulement 9 % à penser trouver du travail dans leur département, et 30 % à l'intérieur des limites de leur région. Ces taux sont de 23 % et 54 % respectivement dans le cas des études techniques courtes (CAP, BEP), mais 59 % et 73 % parmi les chômeurs. Mais pourquoi les chômeurs, les TUC (travaux d'utilité collective) et les stagiaires ou même les ouvriers et employés non qualifiés, dont l'insertion est difficile, ne sont-ils pas précisément plus mobiles, à l'image des bacheliers ? Les agents des Missions locales rurales à l'insertion des jeunes en difficulté s'en étonnent eux-mêmes. Selon les interviews, ces jeunes pensent qu'ils n'auraient guère plus de chances de trouver un emploi ailleurs où, par contre, ils perdraient les quelques avantages dont ils peuvent bénéficier chez eux : le gîte et le couvert, les amis, d'éventuels petits boulots et ce réseau de relations locales si précieux pour trouver du travail en milieu rural (Bellavoine, 1992)⁽⁴⁾. Beaucoup ne partiront donc que s'ils sont sûrs d'avoir quelque chose de "valable". C'est tout de même parmi eux qu'on trouve le plus de jeunes se disant prêts à partir "n'importe où" : 28 % contre 14 % des lycéens-étudiants.

Ce tableau montre aussi que l'écart entre le possible et le préféré va toujours dans le même sens : on souhaiterait plus souvent rester dans la région (ou dans la zone locale). Et c'est chez les plus diplômés que cet écart est le plus grand, preuve qu'une partie de la mobilité est contrainte sans qu'on puisse déterminer dans quelle mesure, en fait, car les préférences sont elles-mêmes en partie pré-définies par les possibles (on fait de nécessité vertu).

⁽⁴⁾ Sur l'insertion des jeunes en difficulté, voir aussi Fenech, Granie et Noel, 1991.

Tableau 1. L'aire de l'emploi appréciée en fonction du niveau de formation escompté (lycéens et étudiants) ou de la situation actuelle (chômeurs et stagiaires)*

	Commune ^(a) environs	Département	Région ^(b) (...)	Autre région	Paris région paris.	Etranger	N'importe où
1) <i>Lycéens et étudiants</i>							
– Où avez-vous le plus de chances de trouver du travail?							
CAP, BEP	15	23	16 (54)	15	16	1	14
baccalauréat	13	10	20 (43)	20	22	4	11
supérieur court	7	11	17 (35)	24	20	8	13
supérieur long	1	9	20 (30)	31	18	6	14
– Où préféreriez-vous travailler?							
CAP, BEP	24	16	21 (61)	13	6	6	15
baccalauréat	17	18	23 (58)	15	6	14	7
supérieur court	12	12	23 (47)	20	4	19	10
supérieur long	5	17	28 (50)	17	5	17	11
2) <i>Chômeurs et stagiaires</i>							
– Où cherchez-vous un emploi?							
chômeurs	36	23	14 (73)				27
TUC ^(c) , SIVP ^(d)	27	22	20 (69)				31
autres stagiaires	30	27	13 (70)				30
– Où préféreriez-vous travailler?							
chômeurs	45	14	18 (77)				23
TUC, SIVP*	47	17	19 (83)				17
autres stagiaires	36	26	15 (77)				23

^(a) dans la commune ou dans les environs^(b) (...) = total des trois premières colonnes^(c) TUC = contrats d'utilité collective (remplacés par les CES: contrats emploi-solidarité)^(d) SIVP = stagiaires d'insertion dans la vie professionnelle

* non compris les jeunes partis en ville.

Les réponses concernant l'aire de l'emploi confirment les logiques de mobilité/sédentarité énoncées précédemment: moins on a de racines locales, plus le milieu d'origine est socialement élevé, plus le diplôme obtenu ou escompté est élevé, plus on pense "carrière", et plus on est enclin à partir. Ainsi les plus chevillés au terroir sont-ils les futurs agriculteurs dont les deux familles sont de là, et les plus mobiles, les enfants de cadres sans filiation régionale aspirant eux-mêmes à être cadres. Les plus diplômés sont plus mobiles à la fois parce qu'ils y sont davantage obligés (emploi), qu'ils sont plus souvent d'un milieu élevé donc avec moins de racines locales, qu'ils sont déjà partis pour faire leurs études, qu'ils ont un réseau de sociabilité géographiquement plus étendu, etc. A l'inverse, les moins bien dotés en capital scolaire et social courent le risque de tout perdre en partant. Constats classiques et,

somme toute, banals, pensera-t-on. Encore faut-il en donner une mesure précise: les écarts de pourcentages auraient pu être deux fois plus réduits, ou, au contraire, deux fois plus grands, ce n'est pas du tout la même chose. Force est de constater que le système des relations entre tous ces éléments est à la fois très cohérent et très souple, dénué de tout déterminisme étroit – donc susceptible d'être influencé par des politiques d'aménagement. En outre, on soulignera trois faits qui n'étaient guère prévisibles. Tout d'abord cette "immobilité" des jeunes les moins qualifiés. Ensuite cette importance de l'écart entre les désirs et les nécessités chez les plus diplômés. Enfin, le déclassement de la région parisienne devant les autres pays européens au niveau des souhaits: à partir du niveau du baccalauréat, la région parisienne attire nettement moins que l'étranger mais elle reste encore nettement en avant en terme de possibilités d'emploi perçues. A cet égard, l'élargissement européen pourrait modifier certaines choses.

Les entretiens, effectués essentiellement dans les zones de Redon et de Dreux, font clairement ressortir deux types principaux d'attitudes devant le choix du lieu de résidence: une attitude affective exprimée en terme de "j'aime" / "je n'aime pas" / "ça m'est égal", et une attitude utilitariste en terme d'opportunités d'emploi, d'habitat ou de sociabilité, avec, bien sûr, tous les intermédiaires entre les deux. En ce sens, le mot "attachement", souvent utilisé, dit bien ce qu'il veut dire, et c'est pourquoi je l'ai repris à mon compte. La première attitude s'exprime souvent sur le mode de l'évidence indiscutable, de l'évidence native, au sens propre et au sens figuré: *"j'aime bien cette région, j'y suis né, je connais pas mal de gens, j'ai toute ma famille autour de moi, j'ai pas mal de trucs qui me plaisent ici, j'ai mon boulot qui n'est pas loin"* (mécanicien agricole, Dreux), *"j'aime beaucoup la Bretagne"* (fille, CAP de vente, Redon), *"j'y suis attaché parce que j'y ai toujours vécu"* (agriculteur, Dreux), *"j'aimerais aller dans le sud"* (ouvrier peintre, Redon). L'aversion s'exprimera sur le même mode de l'évidence: *"je n'aime pas cette région, les gens sont fermés"* (étudiant, Dreux). Cependant, c'est l'attitude utilitariste qui est dominante. Elle met en avant des raisons où l'attachement ne joue pas ou peu: *"ça dépend, si je trouve du travail ailleurs, j'irai ailleurs!"* (TUC, marié, Redon), *"là ou ailleurs, hein, c'est partout pareil, je ne pense pas que ça change d'une commune à l'autre, si, sur des points de détail, mais c'est tout"* (agriculteur originaire de la commune, Redon), *"ouais. .. m'enfin, ça ne me dérangerait pas de partir ... mais, bon, si je peux rester par ici. .."* (étudiante en sciences économiques). Enfin, l'exemple suivant illustre l'articulation des deux attitudes: *"j'ai eu l'occasion d'habiter pendant un an à X et pendant un an et demi à Y. Bon, je m'y plaisais bien, mais enfin, je suis né là, je me plais ici, je tiens à y rester. (...)"* *"j'aime bien la région"* (pourquoi?) *"bon, déjà, on est habitués à être dans cette région, c'est une première chose, et, maintenant que j'ai du boulot, que je me suis stabilisé, je ne vois pas pourquoi j'irais voir ailleurs"* (ouvrier de l'industrie, marié, deux enfants, Redon).

Un glissement vers la ville mais aussi un mouvement inverse

On peut souhaiter rester dans sa région sans vouloir vivre en milieu rural. Nous avons donc posé d'autres questions à ce sujet. Il en ressort que l'exode rural se poursuit chez les jeunes tout en étant atténué par la faveur que connaît le mode de vie "rurbain". L'enquête montre crûment l'importance de l'exode rural à travers la différence de nombre de questionnaires entre les jeunes de 19 ans (1495) et ceux de 25 ans (905): est-ce à dire qu'un tiers des jeunes partent entre 19 et 25 ans? En fait, cet écart est un peu exagéré par la plus grande difficulté qu'ont eue les enquêteurs à rencontrer les jeunes de 25 ans (plus "occupés"). Malgré tout, on constate que 45 % seulement des jeunes de 19 ans envisagent de rester en milieu rural (au sens de l'INSEE) contre 68 % des seconds, ces taux s'élevant respectivement à 65 % et 85 % si l'on inclut les villes de moins de 20 000 habitants. Rappelons que nous n'avons pas interrogé les jeunes partis en ville.

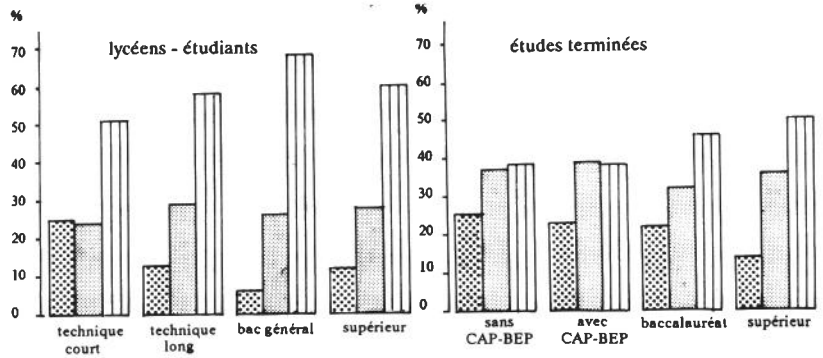
Globalement, 54 % des jeunes de l'enquête souhaitent vivre plus tard dans des communes de moins de 2000 habitants alors que 75 % y ont passé la majorité de leur existence. Elevons le seuil, nous constatons alors que 90 % ont surtout vécu dans des communes de moins de 20 000 habitants et que 72 % souhaitent y habiter. Ce glissement vers la ville ne vise plus la région parisienne (2 %) mais plutôt les moyennes et grandes villes (21 %) ou l'Europe (5 %), ce qui confirme que celle-ci est plus attractive que la région parisienne. Ceux-là mêmes qui ont surtout vécu dans la région parisienne ne souhaitent guère y retourner (6 % seulement) mais ils penchent plus que les autres pour les villes d'au moins 20 000 habitants (43 %). Bien sûr, il faudrait également tenir compte des mouvements inverses, de la ville vers le rural. Si 75 % des jeunes de l'enquête ont surtout vécu en milieu rural (au sens INSEE), cela veut dire que 25 % ont passé la majeure partie de leur vie dans des communes de 2 000 habitants et plus, ce qui suggère l'importance du phénomène. Il s'agit essentiellement de jeunes dont les parents ont quitté les centres-villes ou les ZUP pour aller s'installer dans des communes proches des villes, des communes "rurbaines", en somme. Ces jeunes seraient eux-mêmes en majorité conquis par ce mode de vie "rurbain". On observe donc un glissement dans les deux sens mais cette enquête ne permet pas de savoir quelle est l'importance de l'exode urbain par rapport à l'ensemble des jeunes citadins. En toile de fond, on observe une tendance à reproduire le mode de vie hérité des parents sachant que l'héritage citadin se transmet mieux (7 fois sur 10) que le mode de vie rural (5 fois sur 10), sauf si l'on élève "la barre" à 20 000 habitants.

Le glissement vers la ville dépend de quels facteurs? Comme précédemment, il est plus prononcé quand les racines locales sont moins profondes, quand l'origine sociale est plus élevée, quand la formation est

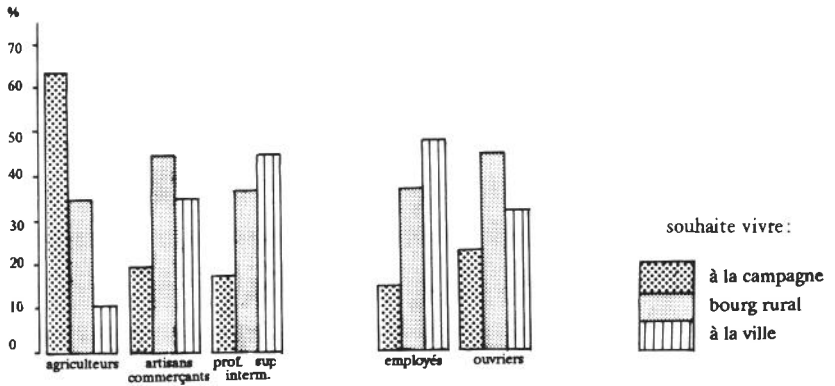
plus poussée et quand les ambitions sociales sont plus grandes (cf. le graphique 1). En outre, il est accentué chez les filles et surtout quand la commune d'origine est plus petite et plus isolée. On retrouve donc à nouveau les facteurs traditionnels de l'exode rural avec, en premier, le rôle de l'origine sociale: 33 % des enfants de cadres souhaitent vivre dans

Graphique 1.
Le glissement vers la ville

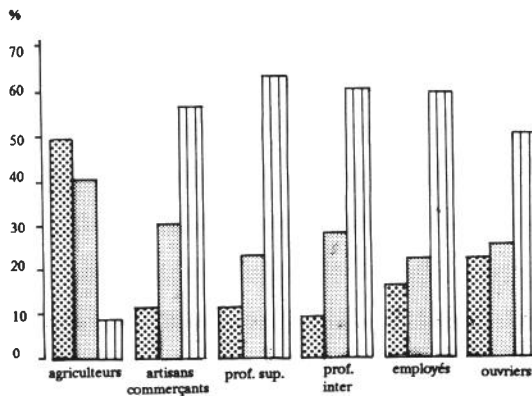
a) Selon la formation



b) Selon la profession actuelle (actifs)



c) Selon la profession anticipée (lycéens-étudiants)



des communes de moins de 2000 habitants contre 55 % des enfants d'ouvriers non qualifiés, 63 % des enfants d'agriculteurs qui ne veulent pas être agriculteurs et 93 % de ceux qui le veulent. Mais parmi ceux qui étaient déjà actifs au moment de l'enquête, les écarts de projets de vie rurale allaient seulement de 52 % (employés, en majorité des filles) à 65 % (ouvriers qualifiés), si l'on excepte les actifs agricoles (89 %). Si l'on considère maintenant la profession anticipée (dans dix ans) et tous les jeunes interrogés, on retrouve les cadres comme catégorie la moins intéressée par le rural (40 %) et les ouvriers qualifiés comme groupe le plus tenté (65 %), bien sûr, après les agriculteurs (90 %). Ces résultats concordent avec les types d'insertion professionnelle que nous avons présentés (bonne insertion des ouvriers qualifiés, mobilité des cadres) et avec le fait que les emplois de bureau ou de cadres sont plutôt concentrés en ville, ce qui atteste une pré-adéquation à la réalité.

Les niveaux d'instruction font ressortir des écarts qui rappellent évidemment les différences socio-professionnelles. La proportion de souhaits résidentiels ruraux tombe de 49 % chez les lycéens du technique court à 40 % chez les étudiants et à 34 % chez ceux qui pensent au supérieur long. Parmi ceux qui ont terminé leurs études, les souhaits de vivre en milieu rural diminuent de 62 % chez les "sans diplôme" ou les moins diplômés (CAP, BEP), à 50 % chez ceux qui sont issus de l'enseignement supérieur. Et à mesure que le niveau de formation s'élève, on pense un peu plus aux moyennes et grandes villes, de même qu'on regarde davantage au-delà de la région, sachant que ce sont à nouveau les lycéens des séries A, B, G qui envisagent le plus de partir.

Nous avons dit que les filles sont moins attirées par la vie rurale que les garçons. C'est parmi les enfants d'agriculteurs poursuivant leurs études et voulant quitter l'agriculture que l'écart entre les filles et les garçons est le plus important, ce qui confirme le rôle de celles-ci comme agents d'exode à la fois agricole (seulement 8 % veulent être agricultrices) et rural. Par ailleurs, la reproduction de la vie rurale est toujours plus forte si les racines locales sont plus profondes, en particulier si un parent et un grand-parent sont issus de la commune rurale (66 %, contre 46 % en l'absence d'attaches locales), comme précédemment. Joue enfin l'éloignement par rapport à la ville : le fait d'avoir grandi dans une commune distante de plus de 30 km d'une ville exerce un effet dissuasif, à plus forte raison s'il s'agit d'une petite commune.

Comment les 54 % de jeunes qui souhaitent vivre en milieu rural se partagent-ils entre la campagne proprement dite et l'agglomération ? 34 % préfèrent le bourg et 20 % la campagne, ces derniers étant encore 15 % si l'on exclut les futurs agriculteurs. Précisons que la vie campagne est l'exception dans les régions d'habitat groupé comme l'Alsace et le Languedoc où 4 % seulement des jeunes interrogés l'ont connue (mais elle gagnerait du terrain : 7 % l'envisagent). Sinon, de manière frappante, nous retrouvons les mêmes facteurs que précédemment, avec

une pondération différente. Les enfants de cadres, les jeunes les plus formés, les futurs cadres sont les moins intéressés par la campagne, même lorsqu'ils y ont grandi, c'est l'inverse chez les ouvriers non qualifiés. Et, là aussi, la liaison n'est pas mécanique: les jeunes issus des professions intermédiaires sont plus séduits par la campagne que les enfants d'employés, sans doute parce qu'ils ont bénéficié d'une meilleure localisation. Ici, la différence entre garçons et filles est encore plus grande, même chez les jeunes d'origine non agricole: les filles sont nettement moins tentées par la campagne parce qu'elles pensent davantage aux commerces et aux services (en particulier à l'école) ou bien à l'isolement qui les guetterait si elles devaient arrêter de travailler. L'idée de vivre à la campagne à proximité d'une ville ne déplairait pas, en particulier aux professions intermédiaires et supérieures, alors qu'au contraire la campagne "profonde" est nettement rejetée. Le rêve, ce serait, non pas la ville à la campagne, comme le préconisait Alphonse Allais, mais le rural près de la ville, comme on va le voir.

Qu'est-ce qu'une commune rurale attractive?

Dans quel type de commune rurale aimerait-on vivre? Le questionnaire demandait aux jeunes quels étaient les trois qualificatifs qui s'appliquaient le mieux à leur commune, par ordre d'importance, parmi la liste suivante: beau, plaisant, tranquille, mort, perdu, mal fréquenté, accueillant (il s'agissait de la commune habitée par les parents dans le cas des internes, des étudiants ou des militaires). Précisons d'abord que les appréciations sont globalement plus favorables chez ceux qui souhaitent vivre dans l'endroit où ils sont (65 % prennent trois qualificatifs positifs) ou en milieu rural (57 %, contre 32 % pour ceux qui préfèrent la ville), de telle sorte que la même commune peut être jugée plutôt "plaisante" et "accueillante" pour les uns, ou plutôt "morte" et "perdue" aux yeux des autres. Du reste, le premier axe de l'analyse factorielle des correspondances oppose précisément ceux qui se sentent "bien ici", ceux qui préfèrent le rural et la campagne (à gauche sur le graphique 2) à ceux qui pensent à l'ailleurs et à la ville (à droite). Néanmoins, d'une façon générale, ce sont les communes rurales les plus proches de la ville et les plus grandes qui sont les mieux cotées, alors que les communes petites et isolées sont plutôt perçues comme "mortes" et "perdues", ce que l'on retrouve également le long du premier axe (à gauche: "> 2 500 habitants" et "< 10 km", à droite: "< 500 habitants" et "> = 20 km"). Le second axe oppose les communes de taille moyenne aux communes soit grandes, soit petites, c'est-à-dire les opinions intermédiaires aux opinions tranchées. Cela n'empêche pas le *small is beautiful* d'avoir ses amateurs mais ils sont minoritaires (il en irait sans doute autrement s'il s'agissait des résidences secondaires, non prises en compte ici). Parmi ceux qui souhaitent vivre dans des communes de moins de 2 000 habitants, le taux de jeunes ayant retenu trois qualificatifs positifs varie

considérablement selon le degré de proximité urbaine et la taille de leur commune actuelle, comme le montre le tableau 2: de 71 % dans le cas des grandes communes (au moins 2000 habitants) proches du pôle (à moins de 10km), il tombe à 28 % dans le cas des communes de moins de 1 000 habitants éloignées du pôle urbain (d'au moins 30km).

Tableau 2.
Taux d'appréciations positives sur la commune

Distance au pôle urbain et taille de la commune	Appréciations positives* souhaite vivre		Vie associative et festive	
	en zone rurale	en ville	comité des fêtes	association sportive
< 10 km /pôle urbain et > = 2000	71 %	53 %	100 %	100 %
< 10 km /pôle urbain et < 1000	52 %	33 %	91 %	95 %
> = 30 km /pôle urbain et > = 2000	43 %	38 %	100 %	100 %
> = 30 km /pôle urbain et < 1000	28 %	11 %	57 %	45 %

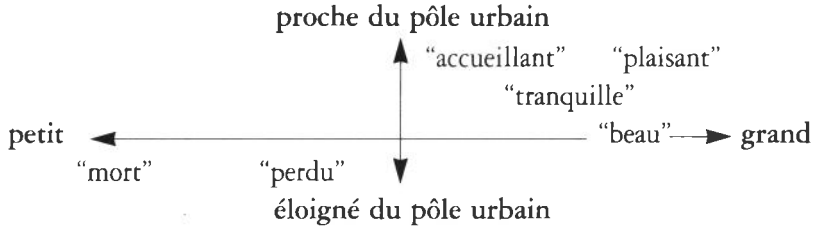
* Trois qualificatifs au moins retenus parmi les suivants: tranquille, beau, plaisant, accueillant (par opposition à: mort, perdu, mal fréquenté).

Il est important de relever que les appréciations varient peu selon les milieux sociaux. C'est d'abord que les jeunes des classes moyennes et supérieures habitent proportionnellement plus souvent dans le rural péri-urbain, le plus apprécié, ce qui atténue la sévérité de leurs jugements, à l'inverse du cas des ouvriers non qualifiés. C'est sans doute pour les mêmes raisons que, parmi ceux qui veulent vivre en milieu rural, les jeunes des classes moyennes et supérieures (ou les plus instruits) émettent les appréciations les plus positives sur les communes rurales, et les ouvriers non qualifiés, les plus négatives: le prix des terrains et des maisons dans les communes les plus proches des villes tend à en éloigner les couches les plus modestes déjà affectées par la précarité de leur insertion. A noter que le jugement des futurs agriculteurs sur les communes rejoint celui de la majorité des jeunes alors qu'ils n'ont souvent pas le choix, ce qui montre les limites, ici, du "faire de nécessité vertu".

Ayant droit à plusieurs choix, les jeunes ruraux auraient pu mettre en deuxième ou en troisième rang un qualificatif moins dépendant de leurs souhaits résidentiels, or ils ont souvent persisté dans leur impression première. Seule la beauté fait en partie exception: on peut n'avoir aucune envie de vivre dans une commune, tout en la trouvant belle, ce qualificatif étant alors choisi en troisième rang. Néanmoins on peut remarquer que les communes les plus petites et les plus éloignées ont plus de mal à faire reconnaître leur beauté! Par ailleurs, même si l'on ne souhaite pas s'y fixer, la commune de naissance bénéficie d'une cote d'amour qui est d'autant plus grande que les racines familiales sont plus anciennes. On trouve également un préjugé favorable chez ceux qui habitent leur com-

mune depuis moins d'un an, sans doute parce que la proportion d'installations délibérées y est relativement grande.

La logique sous-jacente au choix des différents qualificatifs nous en apprend encore sur la perception des villages (cf. le schéma ci-dessous et le graphique 2):

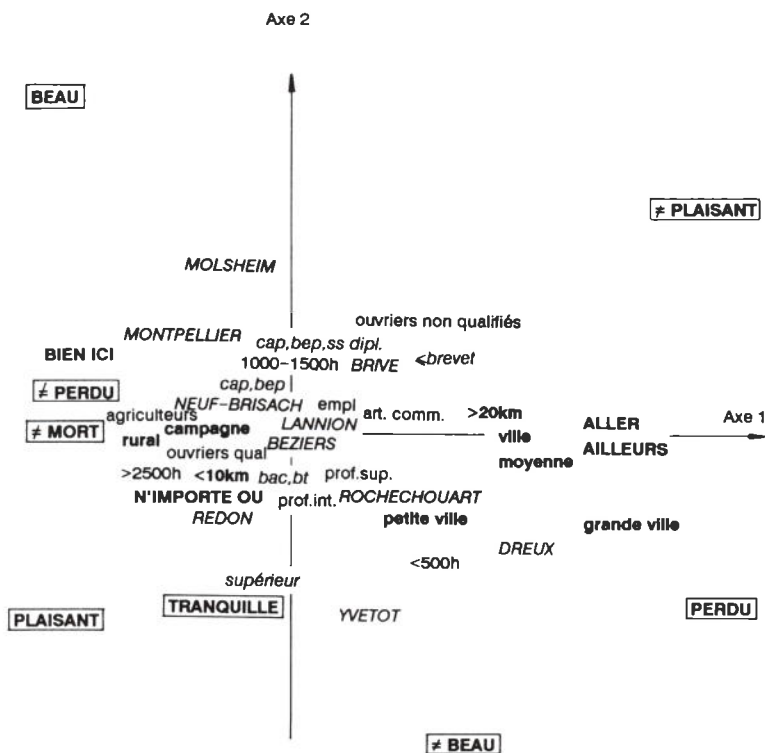


C'est le qualificatif "tranquille" qui a été le plus largement choisi (46% en premier rang). Mais on s'aperçoit que les communes jugées les plus "tranquilles" ne sont ni les plus petites, ni les plus éloignées, ce sont les communes "rurbaines". L'impression de tranquillité s'éprouve donc surtout par comparaison avec la ville proche : comme le confirment les entretiens, "tranquille" s'oppose en fait à "bruyant", "entassé", "stressant", mais pas à "animé" car on dira plutôt d'une commune insuffisamment "vivante" qu'elle est "morte". Une nuance apparaît d'ailleurs entre la perception du "perdu" et celle du "mort" : les deux augmentent avec la distance au pôle urbain et avec la décroissance de la taille, mais l'impression de "mort" s'exacerbe dans les communes à la fois petites et éloignées, où la vie associative et festive est souvent absente (cf. *infra*). Quant aux notions de l'"accueillant" et du "plaisant", elles s'avèrent symétriques des deux précédentes : toutes deux s'appliquent d'autant plus que l'on se rapproche de la ville, sachant que les communes les plus grandes ou les plus proches sont encore plus "plaisantes" (cela s'oppose donc à "mort"). Quant au qualificatif "mal fréquenté", le fait qu'il ait été peu utilisé traduit sans doute une caractéristique du milieu rural (il semble recouvrir deux sens différents : dans la zone de Dreux, où il atteint son score maximum, il évoquerait plutôt la délinquance et les immigrés comme en ville, mais il s'applique plus souvent aux communes les plus agricoles et les plus isolées où il semble désigner les "ploucs").

Ce refus de l'isolement ressort également de la question suivante : "dans la commune où vous habitez, y a-t-il des choses qui vous manquent vraiment ?" (dans le cas des internes, des étudiants et des militaires, il s'agit toujours de la commune des parents). Autour d'une moyenne de 56 %, les "oui" dépendent, bien entendu, du souhait de vivre en milieu rural (49 %) ou non (65 %), de la volonté de vivre dans cet "endroit" (46 %) ou non, ils s'élèvent à 90 % chez ceux qui ont pris trois items négatifs et s'abaissent à 43 % chez ceux qui ont choisi trois qualificatifs positifs. La proportion importante de jeunes disant manquer vraiment de quelque chose même chez les plus attachés au style de vie rural montre qu'un certain manque de loisirs, de commerces et de ser-

vices est accepté comme faisant partie de la réalité rurale, dans certaines limites, bien sûr, comme le confirment les entretiens. De la même façon, de leur côté, les partisans de la vie citadine acceptent ses propres inconvénients. Le sentiment de manquer de quelque chose s'exacerbe évidemment dans les petites communes éloignées. En revanche, les variations selon le niveau d'études ou le milieu social sont très faibles, à projet résidentiel identique, les professions moyennes et supérieures intéressées par la vie rurale se montrant, là encore, les plus satisfaites, sans doute pour les raisons déjà indiquées (meilleure localisation).

Graphique 2.
La perception des
communes rurales



Correspondances entre :

LES QUALIFICATIFS APPLIQUES A LA COMMUNE DE RESIDENCE

LE SOUHAIT DE VIVRE ICI OU AILLEURS (OU N'IMPORTE OU)

le caractère rural/urbain du lieu où l'on voudrait vivre

la taille de la commune de résidence

sa distance au pôle urbain de la zone

LA ZONE

la profession anticipée

le niveau de formation des actifs

Valeurs propres : 0,13 (1er facteur) et 0,05 (2ème facteur)

Contribution : 74% du X2 total

Quant au contenu de ce "manque", il oppose nettement les célibataires, qui insistent sur les loisirs, aux jeunes mariés, qui pensent davantage aux commerces et aux services, surtout les femmes, et à plus forte raison si elles ont des enfants. Parmi ces loisirs, le manque de fêtes est plus souvent cité dans les milieux populaires alors que les classes moyennes sont plus sensibles à l'absence éventuelle de leurs activités sportives préférées (basket, natation, tennis, par exemple), et les filles, à l'absence d'activités telles que la danse, le volley, etc. Ce sont surtout les jeunes vivant seuls, les nouveaux venus et les diplômés de l'enseignement technique qui se plaignent de l'absence d'un foyer, d'un lieu pour les jeunes. Dans certaines communes en déclin, c'est tout simplement le manque de jeunes ou de filles que l'on déplore. Quant aux commerces et aux services qui sont mentionnés, outre les cafés, ils concernent essentiellement les prestations de base: boulangerie, épicerie-alimentation, guichet de banque ou de poste, médecin, pharmacien, école primaire. Le reste est supposé être trouvé au pôle urbain où, d'ailleurs, 70 % se rendent au moins une fois par mois. Il se vérifie que les communes petites et isolées ont moins d'animation locale: on trouve un comité des fêtes et une association sportive dans toutes les communes d'au moins 2000 habitants et dans presque toutes les communes de moins de 1000 habitants situées à moins de 10 km du pôle urbain (car la population y est souvent jeune), mais seulement dans la moitié des communes de moins de 1000 habitants situées à 30 km ou plus (tableau 2) et encore moins si l'on descend à moins de 500 habitants.

Les questions ouvertes et les entretiens font apparaître les deux mêmes types d'attitude, affectives ou utilitaristes, que précédemment. Seule une minorité (environ un cinquième) considère comme allant de soi le fait de vivre en milieu rural ou, de même, dans telle commune, dans telle région: "j'ai toujours connu ça", "je suis née là", "j'ai ma famille et mes amis par ici". Les autres prennent du recul et pèsent le pour et le contre. Les images-repoussoirs de la ville sont l'agitation, le bruit, la densité, les "cages à lapins" (les immeubles) celles du rural sont le manque de loisirs, de commerces, de services, de travail, ainsi que les inconvénients de l'interconnaissance ("tout se sait", "il faut se supporter même si on se déteste", "il ne faut pas déplaire à untel", etc.). À l'inverse, les avantages attribués à la ville sont l'animation, le fait d'avoir "tout sous la main", les possibilités d'emplois (filles et diplômés en particulier); et les atouts du rural sont le calme, la tranquillité, l'espace, la nature et le beau côté de l'interconnaissance (sociabilité, entraide, on veille néanmoins à protéger son "chez-soi" du "qu'en dira-t-on"). Le choix est une question de pondération personnelle. "D'un côté, c'est calme, mais pour les distractions, ça craint!", dira-t-on typiquement. Les amateurs de la vie rurale cherchent à en maximiser les avantages et à en minimiser les inconvénients en affichant leur préférence pour les communes assez proches des villes et assez grandes donc dotées d'un minimum d'activités et de services. La valorisation très large de la maison in-

dividuelle en propriété contribuera sans doute à fixer un certain nombre de jeunes en milieu rural, en particulier les jeunes de situation modeste qui pourront difficilement s'offrir une maison avec jardin en ville ou même à proximité.

Voici quels sont les principaux arguments pour ou contre la vie en milieu rural.

– Jeunes favorables à la vie en milieu rural :

– *“J’aime bien la nature, la tranquillité, j’aime bien que ça ne bouge pas trop autour de moi. Bon, on est loin de tout mais c’est plus facile de se rapprocher que de s’éloigner et d’avoir tout sur le dos : tout ce dont on a besoin, on peut le trouver assez rapidement et, s’il y a 20 km à faire, on les fait, c’est pas un problème”* (étudiant).

– *“C’est une habitude, je ne me verrais pas habiter en ville de toutes manières”* (agriculteur).

– *“J’ai été en ville quand j’avais 18-20 ans, mais maintenant je me plais mieux à la campagne, surtout pour l’espace. Mais en ville, on a tout sous la main tandis que, par ici, il faut aller un peu plus loin”* (ouvrier mécanicien, en couple, deux enfants).

– *“Actuellement, mes loisirs, c’est surtout l’entretien de ma petite propriété. Mon plaisir, c’est d’aller voir ce qui fleurit, la petite pomme qui pousse. Le foot, un peu, le sport en général, et maintenant j’aime bien sortir faire une petite balade”* (ouvrier d’usine, marié, 2 enfants).

– *“C’est plus riche que le milieu urbain au niveau relationnel (...) Nos attaches étaient ici, les copains. Plus la qualité de la vie”* (préparatrice en pharmacie, mariée, 1 enfant).

– *“C’est bien plus tranquille ici qu’en ville”* (cuisinier).

– *“La ville, c’est bousculé”* (ouvrière, mariée, 1 enfant).

– *“En ville, l’espace est toujours serré”* (ouvrier peintre).

– Indifférents ou partagés :

– *“Je crois que je m’adapterais assez bien en ville aussi. Mon copain, lui, préfère la ville, alors je pense que je vais atterrir en ville”* (ouvrière, lui fait beaucoup de natation).

– *“Moi, j’ai envie de vivre dans les deux milieux à la fois... j’aimerais bien habiter à la campagne pour le calme, la tranquillité, et travailler en ville”* (étudiante).

– Défavorables à la vie en milieu rural :

– *“C’est plus pratique de vivre en ville qu’ici. Si vous voulez acheter, ne serait-ce que des vivres... Et puis, il y a moins de possibilités de sorties, le problème est là : pour aller au cinéma, il faut faire 20 km. C’est sûr, c’est plus calme, pour ceux qui recherchent la tranquillité, tant mieux pour eux, moi, non”* (étudiant. A rapprocher du premier extrait d’entretien).

– “J’espère vivre dans une grande ville, pas la ville même mais auprès. Ici, c’est calme, c’est tranquille, mais vous n’avez qu’à demander à tous les jeunes de la région, au point de vue loisirs, à part les boîtes, il n’y a rien” (lycéenne, BEP).

– “J’aime pas tellement: tout le monde s’occupe trop de tout le monde” (chômeuse, BEP comptabilité).

– Les inconvénients des communes rurales, petites et isolées:

– “Je n’aime pas trop: c’est mort, assez vieux, il n’y a pas de foyer de jeunes, les jeunes s’en vont. A L., à côté, quand on va dans un café, ils nous regardent tous parce qu’on n’est pas de leur commune” (petite commune isolée, serveuse).

– “Je me vois mal installé à D. (800 habitants, sans activité sportive, sans terrain de foot). C’est une volonté du conseil municipal de privilégier les personnes âgées: le peu qui est fait, c’est pour le 3^e âge” (étudiant).

– “J’ai tous mes copains et mes copines ici, ma famille, donc ça me retient. Mais autrement, au point de vue activités, il n’y en a pas assez pour les jeunes: le sport, il n’y a que le foot ! Il y a eu du volley, du basket, mais ça n’a jamais tenu” (apprentie, aimerait partir).

– “Il y a que des vieux” (lycéen, BEP).

– Les avantages du rural à proximité d’une ville:

– “Je trouve que c’est très bien parce qu’on n’est pas trop loin de la ville et on n’est pas dans la ville” (éducatrice, à environ 20 km de Dreux).

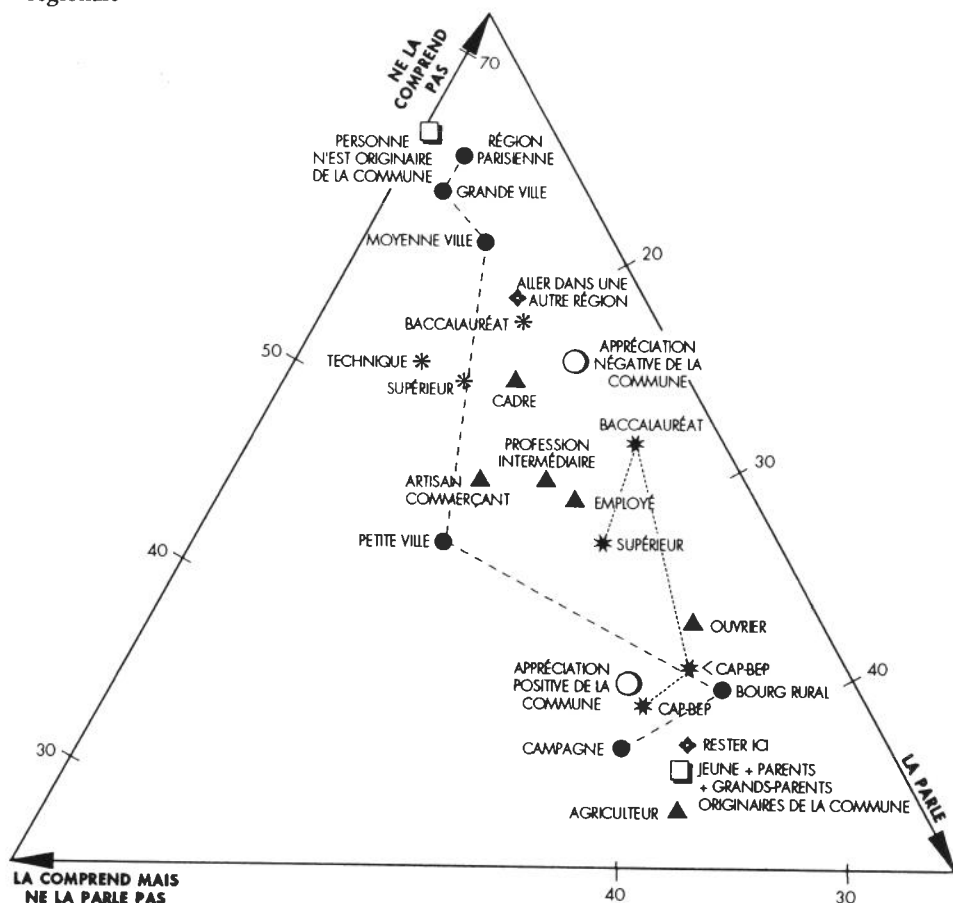
– “Ce n’est pas la ville, donc c’est bien, mais en même temps on a tout sous la main. Ça posera peut-être des problèmes plus tard pour le collège” (commune de plus de 2 000 habitants à 7 km de Redon, secrétaire, mariée, 1 enfant).

Un indicateur synthétique: le rapport à la langue régionale

De façon inattendue, il s’avère que l’indicateur linguistique synthétise en quelque sorte tout le système des attitudes vis-à-vis du rural et de l’urbain, de l’ici et de l’ailleurs. Le triangle (graphique 3) dont les sommets correspondent: 1) au fait de ne pas comprendre la langue régionale ou d’en ignorer l’existence (sommets haut), 2) au fait de la comprendre sans la parler (en bas, à gauche), 3) au fait de la parler (en bas, à droite), constitue une véritable projection du système de relations que nous avons mis en évidence entre racines locales, origine sociale, niveau de formation, destination sociale et préférences résidentielles. Tout ce qui rapproche de l’item “je ne la comprends pas” exprime une affinité croissante avec la ville et avec le lointain: aucune racine locale (“0 génération”), désir d’aller dans une autre région, souhait de vivre dans une grande ou moyenne ville, origine sociale élevée, puis (moindrement) profession anticipée de cadre, dévalorisation de sa commune (“0 qualificatif

positif"). A l'inverse, au pôle de la bonne familiarité avec la langue régionale, on retrouve tout ce qui s'associe au souhait de rester "ici" et de résider en milieu rural: racines locales, origine plus populaire, passé plus rural, valorisation de sa commune (et projet agricole). Le fait de vouloir vivre dans une petite ville représente une situation moyenne d'ailleurs plus proche du pôle où l'on comprend la langue sans l'utiliser soi-même.

Graphique 3.
Le rapport à la langue
régionale



Légende :

- ▲ Profession anticipée (dans 10 ans)
- * Niveau d'études (études terminées)
- * Niveau d'études (lycéens-étudiants)
- Type d'habitat souhaité (rural/urbain)
- ◆ Lieu d'habitat souhaité (ici/autre région)

S'il en est ainsi, c'est évidemment parce que cette plus ou moins grande familiarité avec la langue traduit la plus ou moins grande proximité avec le local, le rural et le milieu populaire, ce dernier ayant les plus fortes racines locales et la plus forte pratique de la langue régionale (même en Alsace, où l'alsacien est largement pratiqué, il l'est davantage parmi les agriculteurs et les ouvriers). On sait qu'à l'inverse les tendances à regarder vers la ville et vers l'ailleurs sont plus grandes si les attaches locales et rurales sont plus faibles, et si le niveau scolaire ou social est plus élevé, sans, bien sûr, qu'il s'agisse d'un déterminisme rigide. Du reste, les jeunes de 25 ans sont eux-mêmes plus familiers de la langue régionale que ceux de 19 ans, ce qui est cohérent puisqu'ils ont déjà été sélectionnés par leur maintien en milieu rural et que leurs origines sociales et leurs formations sont un peu moins élevées.

Au vu de ces résultats, on comprend que la question linguistique soit aussi sensible et qu'elle puisse cristalliser autant de choses en Bretagne, en Alsace et en Occitanie, surtout chez ceux qui sont en porte-à-faux, comme les jeunes de formation assez élevée aux fortes racines locales (ils sont ceux qui tiennent le plus à cette forme d'identité). C'est l'alsacien qui est, et de loin, la langue la plus parlée, surtout à Molsheim (tableau 3). Par contre, le breton est plus compris que parlé (Lannion), tout comme le gallo (Redon), le dialecte haut-normand (Yvetot) ou l'occitan. Il est à noter que les jeunes de la zone de Dreux sont les seuls à déclarer massivement qu'il n'existe pas de langue régionale ou de parler local, ce qui est vrai dans la mesure où, précisément, le français moderne dérive du dialecte de l'Ile-de-France; seuls les jeunes des confins du Perche mentionnent un parler que, d'ailleurs, ils ne comprennent pas.

Tableau 3.
Degré de familiarité
avec la langue
régionale selon
les zones

	Il n'y en a pas	On ne la comprend pas	On la comprend sans la parler	On la parle	Total
Molsheim	0	9	14	77	100
Neuf-Brisach	0	29	25	46	100
Lannion	0	29	40	31	100
Redon	3	17	61	19	100
Rochechouart	0	33	47	20	100
Brive	0	39	43	18	100
Béziers	2	44	44	10	100
Yvetot	4	40	42	14	100
Montpellier-Nord	12	55	25	8	100
Dreux	83	12	3	2	100
Moyenne	11	30	34	25	100

Le rôle inattendu des identités régionales fortes

Nous n'avons pas demandé aux jeunes de juger les différentes régions mais seulement de dire où ils comptaient résider, où ils aimeraient travailler, où ils pensaient avoir des chances de trouver du travail, comment ils voyaient leur commune (cf. *supra*). On peut donc comparer les résultats entre les différentes zones d'emploi ou régions sachant, insistons sur ce point, qu'il ne s'agit pas d'un palmarès dressé par les jeunes mais seulement d'un classement *ex post*. Cette comparaison peut aider à comprendre ce qui fait qu'une zone est plus ou moins attractive.

Nous commencerons par confronter la tonalité économique de chaque zone avec les projets de résidence et d'emploi des jeunes, avant d'examiner quelles sont les appréciations portées sur les villages. Rappelons brièvement quelques caractéristiques de ces zones. En terme d'évolution de l'emploi de 1975 à 1982, nous avons: Neuf-Brisach, Montpellier, Molsheim, en forte croissance (17 % à 23 %), Dreux et Brive, en croissance moyenne (6 à 8 %), Yvetot, Redon et Lannion, en faible croissance (2-3 %), Béziers et Rochechouart, en stagnation. Le taux de chômage en 1983 était le plus bas en Alsace et à Rochechouart, il était un peu plus élevé à Brive, Dreux et Yvetot, encore plus à Redon et à Lannion, et maximum à Béziers et Montpellier-Nord. Que s'est-il passé depuis 1982? Les zones de Molsheim et de Neuf-Brisach restent les plus favorables. Béziers est marquée par le contraste croissant entre le développement du littoral et le recul de l'arrière-pays, victime de la crise de la viticulture et de la concurrence de Montpellier, dont l'expansion n'arrive toujours pas davantage à éponger l'afflux migratoire. Redon a vu se développer de petites entreprises mais à main-d'oeuvre peu qualifiée. Par contre, la situation de l'emploi s'est dégradée dans la zone de Lannion pour les jeunes peu diplômés de même que dans celles d'Yvetot (recul de l'agriculture et de l'industrie automobile tandis que l'emploi tertiaire se crée plutôt à Elbeuf) et de Rochechouart. La zone de Brive bénéficie un peu de son rôle administratif et commercial alors que la zone de Rochechouart n'a rien pour compenser la crise de son industrie du papier et du cuir.

C'est dans les zones (leurs parties rurales) de Béziers, Montpellier et Neuf-Brisach que l'on rencontre le plus de souhaits d'emploi dans la "région", et dans celles de Brive, Rochechouart et Yvetot qu'on en trouve le moins (la région étant ici définie subjectivement) (colonnes 2 et 4), sachant que les lycéens et étudiants sont assez attirés par le zone de Redon, également, et les chômeurs et stagiaires, par celle de Dreux qui est très mal vue, par contre, des précédents. Les zones privilégiées ne sont pas celles où la situation générale de l'emploi est la plus défavorable mais elles ne retiennent pas Molsheim, pourtant très bien placée à cet égard, tandis que les zones les moins attirantes ne comptent pas Lannion où l'emploi s'est dégradé, ni surtout Béziers où le taux de chômage était le plus élevé parmi les jeunes ruraux de l'enquête. Pourtant, la perception des possibilités d'emploi (colonnes 3 et 5) indique un excédent des pré-

férences sur les possibilités d'emploi pour Montpellier-Nord (27 points d'écart), Béziers (22), Redon et Brive (21 %), et, au contraire, un excédent de richesse en emploi par rapport aux préférences exprimées en Alsace. L'attachement à une région n'est donc pas simplement lié à la situation de l'emploi, il peut même aller jusqu'à en fausser la perception, comme dans la zone de Béziers (mais c'est peut-être dû à l'explosion du littoral et au sentiment d'être situé sur l'un des axes du développement européen). Contre-exemple, la région parisienne illustre le fait que les chances d'emploi peuvent paraître élevées sans que l'attrait le soit.

Tableau 4. Comparaison des différentes zones

Souhaits de résider dans la "région" (%) (emploi + = -)	Taux chômage jeunes ruraux	Emploi dans la "région" (%)				Appréciations positives sur les villages (%)	Il y a des choses qui manquent vraiment
		Lycéens-étudiants		Chômeurs-stagiaires			
		Préférences	Chances	Préférences	Recherches		
1		2	3	4	5	6	7
Béziers 78 (+)	27	Béziers 67	Neuf-B. 59	Montp. 60	Neuf-B. 44	Molsh. 58	Molsh. 47
Redon 76 (+)	17	Redon 62	Molsh. 49	Neuf-B. 52	Redon 40	Montp. 57	Neuf-B. 48
Molsh. 73 (++)	9	Montp. 56	Béziers 45	Béziers 51	Dreux 39	Redon 55	Montp. 48
Montp. 69 (++)	18	Neuf-B. 54	Redon 41	Dreux 47	Béziers 38	Neuf-B. 51	Lannion 52
Yvetot 65 (=)	21	Lannion 53	Yvetot 38	Molsh. 46	Montp. 37	Lannion 50	Redon 55
Lannion 64 (-)	22	Yvetot 49	Lannion 34	Redon 42	Molsh. 36	Béziers 45	Béziers 56
Brive 62 (=)	15	Molsh. 44	Montp. 29	Lannion 37	Lannion 30	Brive 44	Yvetot 60
Neuf-B. 58 (++)	14	Brive 39	Dreux 24	Yvetot 37	Roch. 23	Roch. 40	Brive 61
Roch. 54 (-)	17	Roch. 39	Roch. 20	Roch. 35	Yvetot 14	Yvetot 35	Dreux 69
Dreux 51 (+)	19	Dreux 35	Brive 18	Brive 17	Brive 10	Dreux 33	Roch. 70
Moyenne 67	18	51	35	44	32	47	56

Quels sont donc les autres éléments qui interviennent ? Est-ce que, appréhendées à l'échelon des zones d'emploi, les appréciations portées sur les villages apportent un complément d'explication ? Rappelons que ces jugements sont également liés aux racines locales, au souhait de vivre en milieu rural ou non, à la volonté de rester dans l'endroit où l'on est ou non, au désir d'éviter l'isolement. Précisons que les racines familiales sont très fortes dans les zones de Redon (78 % ont un père ou un grand-père né dans la commune, 49 % sont d'origine paysanne) et Molsheim (71 %, avec 12 % seulement d'origine paysanne), moyennes à Lannion (55 %, avec 40 % d'origines paysannes), Brive (49 %) et Dreux (48 %), faibles à Béziers (43 %), Yvetot, Neuf-Brisach (39 %), Rochechouart (37 %) et Montpellier (36 %). Les taux d'appréciations positives ressortent dans l'ordre décroissant suivant : Molsheim (58 % : habitat groupé, racines et attrait), Montpellier (57 % : habitat groupé, attrait plus que racines), Redon (55 % : communes assez grandes, racines, projets agricoles), Neuf-Brisach (51 % : habitat groupé et bonne tenue de l'emploi)

et Lannion (50 % : attrait et racines compensant la petite taille des communes); Béziers (45 % : habitat groupé, manque de racines?), Brive (44 % : isolement), Rochechouart (40 % : idem et faibles racines), Yvetot (35 % : peu de racines, petites communes, manque de cachet) et Dreux (33 % : petites communes éloignées), décidément la mal-aimée. Le rejet de l'isolement contribue donc à favoriser les régions d'habitat groupé (Alsace et Languedoc) et de grosses communes (Redon) au détriment des zones où les communes sont trop petites ou trop dispersées (Yvetot, Dreux, Lannion également). Le dynamisme de l'animation (fêtes, sports, associations) et le sentiment de la part des jeunes qu'ils ont leur place reconnue dans la commune sont-ils pour quelque chose dans les jugements? Ces critères jouent en contrepoint des autres, la place des jeunes ayant la meilleure valeur explicative.

Finalement, en partant des taux des souhaits de résider dans chaque zone et en faisant la synthèse de tous ces éléments, on peut distinguer trois groupes :

1) Les zones fortement attractives : Béziers, Redon, Molsheim et Montpellier. Elles recueillent le plus de préférences d'habitat et d'emploi, de chances de trouver du travail (sauf Montpellier-Nord) et d'appréciations villageoises positives (sauf Béziers mais cette zone arrive en 2^e position, comme Molsheim, pour le taux de "je veux vivre ici"). Elles ont toutes une identité provinciale marquée mais ne correspondent pas nécessairement à des racines familiales profondes puisque ce n'est pas le cas de Béziers et encore moins de Montpellier-Nord (10^e à cet égard). Béziers représente malgré tout un type d'habitat et de climat recherchés, une bonne animation locale et une image positive de la place des jeunes, à l'intérieur d'une région perçue favorablement face à l'avenir européen (la page de la viticulture est considérée comme tournée aux yeux des jeunes, sauf pour les "vins de pays", bien sûr). La zone de Redon est moins bien appréciée en ce qui concerne l'animation, l'emploi des diplômés, mais elle bénéficie d'une assez bonne évaluation de la place des jeunes, de fortes racines locales, d'une identité régionale et d'une bonne image des communes (habitat dispersé mais avec de gros bourgs, sauf pour deux des communes retenues). Molsheim cumule tous les atouts, sauf sur l'animation locale, et bénéficie de la proximité d'une grande ville. Quant à la zone de Montpellier-Nord, elle offre un exemple typique de population rurale nouvelle, avec le moins de racines locales, agricoles ou linguistiques, une dominante de classes moyennes, une mobilité élevée, bref, une ruralité de l'opportunité séduite par une image avantageuse mais au prix de difficultés d'emploi.

2) Les zones intermédiaires : Yvetot, Lannion, Brive et Neuf-Brisach. Intermédiaires tant du point de vue de l'attachement régional que du point de vue de l'emploi, de l'appréciation du village ou des racines locales, avec des exceptions sur tel ou tel critère. A Yvetot, les racines locales sont moyennes mais les préférences ou chances d'emploi et, surtout, le "je veux vivre ici" (7^e rang), l'appréciation des villages (9^e) sont défa-

vorables : les communes manquent de caractère et sont trop petites, d'où, également, ce déficit sur l'animation et sur la perception de la place des jeunes. Lannion présente ces mêmes inconvénients, plus encore ce dernier (10^e rang pour la place des jeunes), ce qui compromet les effets des racines locales, du cachet villageois et de l'identité culturelle régionale (ici renforcée par la langue bretonne). Brive, très bien placée sous l'angle des racines et du "je veux vivre ici" (1^{ère}), souffre d'un manque d'équipements, de services locaux et d'emplois. La zone de Neuf-Brisach, plaine de grandes cultures ou, près du Rhin, d'industries, est moins cotée que celle de Molsheim, bien qu'elle soit la meilleure du point de vue de l'animation et de la place des jeunes, sans doute à cause du contraste avec l'Alsace "touristique", du faible enracinement local et de la distance à une grande ville.

3) Les zones les moins bien placées pour tous ces critères, sauf exception sur l'un ou l'autre (en particulier sur l'animation et la place des jeunes) : Rochechouart et Dreux. Rochechouart ne bénéficie pas des paysages et de l'enracinement local qu'on trouve dans la zone rurale au nord de Brive. Quant à la zone (rurale au sud) de Dreux, elle semble cumuler tous les critères désavantageux, à part l'absence de racines ; s'ajoutent le contexte particulier de la ville de Dreux (immigration), la proximité trop grande de la région parisienne et, dans certaines petites communes, le problème d'une vie sociale dissociée entre les gros agriculteurs et le reste de la population. On peut d'ailleurs se demander si la forte poussée du Front national dans la zone rurale de Dreux n'est pas pour une part l'expression de ce "malaise" plus général, car les immigrés sont plus nombreux autour de Béziers qu'autour de Dreux.

Des conclusions pour l'avenir

Rien ne prouve, bien sûr, que les jeunes ruraux feront effectivement ce qu'ils ont déclaré dans l'enquête mais, comme leurs intentions vont dans le sens des tendances observées, on a tout lieu de les prendre au sérieux. Nous soulignerons en particulier trois enseignements possibles.

– Il faut bien voir tout d'abord que, pour la majorité, l'attachement au rural, à un lieu ou à une région est quelque chose de conditionnel. De façon remarquable, les "choix" renvoient toujours à une même logique, souple mais très cohérente : rôle combiné des racines, du niveau de formation et de la trajectoire sociale, rôle auquel s'ajoute celui du type d'habitat et de la force de l'identité régionale (logique incarnée dans le rapport à la langue régionale). Même les jeunes qui apprécient la vie rurale ne sont pas à proprement parler des "ruralistes" en ce sens qu'ils ne raisonnent pas en terme d'opposition entre le rural et l'urbain : peu leur importe l'étiquette, ce qui compte, pour eux comme pour les autres, c'est de pouvoir réaliser un style de vie qui leur plaise. Pour le reste, ils sont peu différents des jeunes urbains, à milieu social identique, le rural et l'urbain s'interpénè-

trant de plus en plus. L'étiquette "rurale" est même plus ou moins perçue comme dévalorisante ou réductrice car elle reste en général associée à l'"agricole" alors que la réalité est devenue tout autre (nous en avons fait personnellement l'expérience, l'évocation d'une enquête sur les jeunes ruraux appelle automatiquement des commentaires sur l'agriculture).

– La force de l'identité régionale joue néanmoins un rôle plus important que prévu dans l'orientation des projets d'habitat et d'emploi. Cela signifie que même les régions économiquement mal placées ont des cartes à jouer qui peuvent s'avérer très payantes à long terme, surtout si elles ont la chance de représenter une identité culturelle et un cadre de vie attractif. Cela veut dire aussi qu'à l'inverse une image négative peut réduire les chances d'une région. Il reste néanmoins à préciser quelle est l'importance réelle du local et de la région dans la redéfinition des identités, quels sont les constituants de l'image d'une région.

– Etant donnée la préférence pour les communes assez proches des villes et assez grandes, le processus de redistribution de la population rurale au profit des communes "rurbaines" et au détriment du rural "profond" va se poursuivre en ce qui concerne les jeunes. Le *small is beautiful* a ses partisans mais la majorité des ruraux de souche se détournent eux-mêmes des villages isolés, et les citadins tentés par la vie rurale sont encore plus sensibles à une certaine proximité urbaine. C'est tout le problème des 36 000 communes françaises, face aux quelque 8 000 communes que comptent l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne (laquelle a regroupé ses communes). Là encore, cela ne veut pas dire que tous les dés soient jetés. Les lois sur les communautés de communes offrent de nouvelles perspectives, bien qu'à une échelle sans doute trop restreinte aux yeux de certains. Dans les zones fragiles, va se poser de façon cruciale le choix difficile entre privilégier des communes-centres (et au prix de quels dédommagements?) ou bien répartir équipements et services entre toutes les communes. Les opinions majoritaires des jeunes ruraux pousseraient à préférer la première solution mais ce n'est évidemment pas ce que souhaiteront les habitants et les élus des communes désavantagées. Ici, la recherche passe le relais aux acteurs.

Rappelons enfin que ces résultats ne prennent pas en compte les résidences secondaires, qui renvoient à des logiques différentes mais qui concernent en premier lieu, précisément, les zones fragiles et les terroirs les moins agricoles, comme les montagnes, le Centre-Bretagne, etc. (Brun, Kalaora, 1987). Il est même des zones où ces résidences secondaires deviennent majoritaires puis, pour une partie d'entre elles, se transforment en résidences principales (retraite), ce qui peut contribuer à maintenir l'emploi, voire, à rebâtir le tissu rural. On ne peut pas exclure l'hypothèse selon laquelle le goût des maisons anciennes, des paysages agréables, des espaces préservés ne suscite un intérêt croissant vers le rural dit "profond". La qualité de la vie étant de plus en plus recherchée, l'environnement naturel étant de plus en plus valorisé, les zones rurales

fragiles ou intermédiaires ne manquent pas de cartes dans leur jeu, au moins à long terme.

BIBLIOGRAPHIE

- BELLAVOINE (C.), 1992 — Le recours aux réseaux locaux pour l'insertion professionnelle des jeunes ruraux, *Cahiers "Jeunesses et Sociétés"*, 14, Paris, IRESO, à paraître.
- BODIGUEL (M.), 1986 — *Le rural en question*, Paris, L'Harmattan.
- BRUN (A.) et KALAORA (B.), 1987 — Les résidences secondaires dans l'évolution du tissu rural, *Economie rurale*, 178-179, mars-juin, pp. 81-83.
- FENECH (M.), GRANIE (A.-M.), NOEL (D.), 1991 (avec la participation de ALLAIRE (G.), BELLAY (C.)) — Qualification, insertion et emploi en zone rurale. L'accès au Crédit formation individualisé dans les cantons de Saint-Antonin, Caylus, Najac, Vaour, Région Midi-Pyrénées, ENFA, Toulouse, 130 p.
- GALLAND (O.), 1991 — Attitudes sociales, éthiques et civiques des jeunes ruraux, *Economie rurale*, 202-203, pp. 81-86.
- GALLAND (O.) et LAMBERT (Y.), 1990a — Les jeunes ruraux, rapport de recherche, INRA ESR, Rennes, Paris, CNRS, 246 p.
- GALLAND (O.) et LAMBERT (Y.), 1990b — L'entrée dans la vie professionnelle des jeunes ruraux. Départ de la famille, mariage et entrée dans la vie adulte. Les univers socio-politiques des jeunes ruraux, *in*: Comment vieillissent-ils? Trajectoires professionnelles, familiales et politiques des jeunes, *Cahiers du PIRTEM* (CNRS), n° 2, 20 p.
- HOUÉE (P.), 1989 — *Les politiques de développement rural*, Paris, INRA Economica.
- HOUÉE (P.), 1992 — *Territoires ruraux et développement*, Paris, Syros-alternatives, ADELS.
- KAYSER (B.), 1989 — *La renaissance rurale*, Paris, A. Colin.
- KAYSER (B.), 1992 — *Naissance de nouvelles campagnes*, La Tour d'Aigues, DATAR, Editions de l'Aube.
- LAMBERT (Y.), 1991a — Les valeurs des jeunes ruraux, *Le groupe familial*, 131, avril-juin, pp. 12-19.
- LAMBERT (Y.), 1991b — Peut-on encore parler de jeunes ruraux?, *Economie rurale*, 202-203, mars-juin, pp. 76-80.